

**COLLÈGE  
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL  
MARIE-VICTORIN**

**Politique numéro 34**

**POLITIQUE INSTITUTIONNELLE  
SUR L'INTÉGRITÉ DANS LA RECHERCHE**

**Adoptée le 13 décembre 2006**  
CA-06-126-1062

*L'usage du genre masculin inclut le genre féminin; il n'est utilisé que pour alléger le texte.*

## PRÉAMBULE

Par son *Plan stratégique de développement*, le Cégep Marie-Victorin s'engage à « soutenir le personnel enseignant dans l'expérimentation d'approches pédagogiques innovatrices et adaptées à la nouvelle réalité des jeunes, à leurs besoins particuliers, de même qu'à l'évolution du marché du travail, notamment sur le plan technologique ». La recherche est sans aucun doute l'un des moyens à mettre en place pour permettre de relever ce défi.

Par son *Projet éducatif*, le Cégep Marie-Victorin invite tous les membres de la communauté à créer un milieu de vie qui soit propice, entre autres, au respect et qui appelle au sens des responsabilités. C'est dans cet esprit que nous croyons devoir situer la politique sur l'intégrité dans la recherche.

Le Cégep se reconnaît le devoir d'énoncer les principes devant guider la conduite de ses chercheurs. Le présent document vise donc à encadrer les chercheurs dans l'exercice de leurs responsabilités et à préciser le processus à suivre dans un cas d'allégation d'inconduite.

Ce texte reprend et adapte certains éléments contenus dans des documents élaborés par l'Université du Québec à Montréal, l'Université de Montréal et par le Collège de Maisonneuve. Il est possible de consulter ces documents en visitant leur site Web. Le document de référence principal est le *Cadre de référence pour l'examen inter-conseils des politiques institutionnelles concernant l'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition*. Il est disponible aux adresses suivantes : < [www.cihr-irsc.gc.ca](http://www.cihr-irsc.gc.ca) >, < [www.nserc.ca](http://www.nserc.ca) > et < [www.sshrc.ca](http://www.sshrc.ca) >.

## Article 1 OBJECTIFS DE LA POLITIQUE SUR L'INTÉGRITÉ DANS LA RECHERCHE

Les objectifs de cette politique sur l'intégrité dans la recherche sont les suivants :

- 1.01** fournir aux chercheurs un cadre normatif susceptible de guider leurs conduites professionnelles;
- 1.02** préciser les responsabilités respectives en cette matière;
- 1.03** mettre en place des mécanismes équitables d'examen et de traitement des allégations et manquements aux normes de cette politique;
- 1.04** satisfaire les attentes des organismes fédéraux de financement de la recherche.

## Article 2 DÉFINITIONS

La terminologie utilisée pour circonscrire certains concepts fondamentaux varie selon le contexte où ils sont utilisés. Quelques termes du présent document sont donc définis comme suit :

### **2.01 Projet de recherche**

Dans le contexte de cette politique, l'expression « projet de recherche » est définie comme « toute investigation systématique visant à établir des faits, des principes ou des connaissances généralisables » et désigne également les activités de recherche de type exploratoire, de type quantitatif et de type qualitatif. De plus, le projet de recherche doit mener à l'avancement de la science et obéir à des règles méthodologiques précises et acceptées dans le domaine spécifique concerné par le projet.

### **2.02 Chercheur**

Le terme « chercheur » inclut, aux fins des présentes, les professeurs, les étudiants, ou toute personne impliquée dans les activités de recherche couvertes par la présente politique.

### **2.03 Inconduite**

L'inconduite en recherche consiste en une tentative délibérée d'induire en erreur la communauté scientifique ou le public, ou à tirer des avantages indus d'une situation liée à l'activité de recherche ou de direction d'étudiants, de stagiaires ou d'autres chercheurs. Est considéré comme une inconduite tout acte non conforme aux lois et règlements spécifiques (fédéraux, provinciaux, internes ou autres) qui régissent certaines composantes des activités du chercheur. De façon plus précise, le terme inconduite est surtout utilisé pour qualifier le non-respect des droits des sujets humains ou des animaux participant à une recherche ou encore le non-respect des normes et des modalités d'utilisation des fonds de recherche ainsi que de toute autre exigence à caractère légal afférente au type d'activités menées par le chercheur et qu'il est censé connaître.

### **2.04 Déontologie et Politique d'intégrité**

Les activités des chercheurs sont assujetties à certaines dispositions décrites dans des guides déontologiques propres à certains organismes, à certains types de recherche ou à certains établissements. Ces guides déontologiques se distinguent de la politique d'intégrité tout en la complétant. Le respect des dispositions de ces guides déontologiques ou d'éthique s'inscrit en continuité directe avec la politique d'intégrité du Cégep tout en revêtant un caractère spécifique à chaque discipline et à chaque organisme subventionnaire.

## **Article 3 CHAMP D'APPLICATION**

Cette politique s'applique à tous les projets de recherche effectués au Canada ou à l'étranger, faisant ou non l'objet d'une demande de financement auprès d'un organisme pourvoyeur ou du Cégep Marie-Victorin. Ces projets de recherche sont réalisés par des chercheurs du Cégep, tant au secteur de l'enseignement régulier qu'à celui de la formation continue.

Les activités de recherche réalisées sous la direction de chercheurs collégiaux par des étudiants ou des assistants de recherche rémunérés sont assujetties aux dispositions de la politique. Cependant, les travaux de recherche des étudiants réalisés dans le cadre de cours crédités au collégial ne sont pas visés par cette politique. Tous sont cependant invités à s'inspirer des principes qu'elle énonce.

La recherche implique des travaux de nature diverses qui contribuent à l'avancement des connaissances et requiert les démarches suivantes : élaboration des concepts de base, notamment les objectifs, les hypothèses et les méthodes; la conduite concrète des travaux en vue de vérifier ou de réaliser les idées de base; la conservation des données de travail; la rédaction et la présentation des résultats aux pairs, aux commanditaires ou au public. À chaque étape, la compétence et la rigueur du chercheur sont sollicitées, mais aussi son honnêteté intellectuelle. C'est de cette dernière seulement qu'il s'agit ici et non de la valeur scientifique ni de l'étendue des résultats obtenus.

La démarche de recherche entraîne des contacts avec des collègues, des étudiants, en classe ou dans le cadre d'encadrement de stages, de même que des personnels de recherche ou des partenaires externes au Cégep; elle implique le recours ou la participation aux décisions des organismes d'attribution de fonds ou de diffusion des résultats dans des revues scientifiques. La notion d'intégrité s'applique donc à toutes les personnes impliquées dans la recherche à un stade ou un autre et à toutes les situations où peuvent se trouver ces personnes.

## Article 4 RESPONSABILITÉS

### 4.01 Le Cégep

Le Cégep est responsable de promouvoir l'intégrité dans la recherche. Il enquête sur les cas éventuels d'inconduite et impose les sanctions appropriées conformément à cette politique. Il communique aux organismes subventionnaires concernés les conclusions qui ont été tirées et les mesures qui ont été prises. Le Cégep a, de plus, la responsabilité de protéger la réputation des personnes visées par ces allégations si elles ne s'avèrent pas fondées.

### 4.02 La Direction des études

La Direction des études est responsable de l'administration de cette politique et du traitement des allégations d'inconduite telles que définies dans cette politique.

### 4.03 Le Service des programmes et du développement pédagogique

Le Service des programmes et du développement pédagogique est responsable d'offrir soutien et appui aux chercheurs, notamment en matière de méthodologie et d'application de la présente politique.

### 4.04 Le chercheur

Le chercheur est responsable de voir à ce que les normes de conduite les plus élevées soient observées dans la recherche qu'il mène et que les principes énoncés dans cette politique soient appliqués.

## Article 5 CADRE DE RÉFÉRENCE

Cette politique est développée dans le respect du *Cadre de référence pour l'examen inter-conseils des politiques institutionnelles concernant l'intégrité dans la recherche*. Ce document définit les principes et les procédures devant réglementer la recherche en matière d'intégrité. Cette politique est également développée à l'intérieur du cadre juridique suivant : le Code civil du Québec, la Loi sur le droit d'auteur, la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la gestion des finances publiques.

## Article 6 PRINCIPES ET RÈGLES

Le Cégep Marie-Victorin fait siens les grands principes promus par la *Politique inter-conseils sur l'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition*. Les principes énoncés ci-après doivent être interprétés compte tenu du fait que toute recherche peut donner lieu à des erreurs pouvant être commises de bonne foi, à des données contradictoires ou à des différences valides dans les protocoles expérimentaux, ou dans l'interprétation des renseignements.

Le chercheur doit respecter les principes et règles suivants.

### 6.01 Respect des collaborateurs et des droits d'auteurs

Le chercheur doit faire état de toute contribution importante des collaborateurs et des étudiants; n'utiliser les travaux inédits d'autres chercheurs et universitaires qu'avec leur permission, en y faisant dûment mention et utiliser les archives conformément aux règles établies par les sources archivistiques.

### 6.02 Utilisation d'informations confidentielles

Le chercheur doit obtenir la permission de l'auteur avant d'utiliser des renseignements, données ou concepts nouveaux obtenus grâce à l'accès à des manuscrits confidentiels, à des demandes de financement de la recherche ou à de la formation dans le cadre de processus comme l'examen par les pairs.

### **6.03 Rigueur et intégrité scientifiques**

Le chercheur doit appliquer les principes de rigueur et d'intégrité scientifiques dans l'obtention, l'enregistrement et l'analyse des données, ainsi que dans la communication et la publication des résultats. Cela signifie notamment qu'il ne doit pas fabriquer ni falsifier des résultats de recherche ou en supprimer indûment et qu'il ne doit pas republier sous de multiples formes des résultats de recherche déjà publiés sans mentionner la première publication.

### **6.04 Conservation des données**

Le chercheur doit se préoccuper de l'exactitude des données manipulées au cours des travaux, soit au moment de l'obtention, de l'enregistrement, de l'analyse ou de la transmission. Il doit aussi veiller à ce que ces données soient conservées pour une période d'au moins cinq ans de façon à ce qu'elles puissent être vérifiées au besoin.

### **6.05 Conflit d'intérêts**

Le chercheur doit divulguer aux organismes parrainant le projet, aux établissements de recherche, aux revues spécialisées ou aux organismes de financement tout conflit d'intérêts d'ordre matériel, financier ou autre, pouvant influencer leur décision de demander à une personne de revoir des manuscrits ou des demandes de bourses ou de subventions, ou d'expérimenter des produits, ou de l'autoriser à entreprendre un travail parrainé par des sources extérieures.

### **6.06 Utilisation des ressources matérielles et financières**

Le chercheur doit utiliser de façon appropriée les ressources matérielles ou financières qui lui sont dévolues par le Cégep ou un organisme subventionnaire aux fins du travail de recherche, en évitant d'en tirer indûment quelque avantage personnel.

### **6.07 Collecte de données**

Le nom et la raison sociale du Cégep Marie-Victorin ne doivent pas servir à faciliter une collecte de données, l'obtention d'un consentement ou à endosser explicitement ou implicitement une recherche n'ayant pas fait l'objet d'une approbation des instances appropriées ou d'un examen déontologique.

### **6.08 Diffusion des résultats**

Dans le cadre de leurs activités de diffusion, les chercheurs ne peuvent s'exprimer au nom du Cégep que s'ils détiennent un mandat particulier les y autorisant.

Le Cégep Marie-Victorin requiert donc de ses chercheurs qui réalisent des activités de recherche de se conformer à la présente politique.

## **Article 7 EXAMEN DES ALLÉGATIONS D'INCONDUITE EN RECHERCHE**

Afin de s'assurer que le traitement des cas de manquement à l'intégrité est réalisé le plus rapidement possible et dans le respect des personnes concernées, le processus suivant devra être suivi.

### **7.01 Première démarche**

Toute allégation de manquement aux règles énoncées à l'article 6 est d'abord soumise au directeur des études. La plainte doit être remise par écrit et signée. Celui-ci examine confidentiellement le cas et rencontre les personnes concernées en faisant appel à des tiers susceptibles de l'assister dans ce travail, si cela est jugé nécessaire. À ce stade, il s'agit d'établir si l'allégation semble fondée et s'il y a matière à une démarche approfondie. L'objectif de cette procédure sommaire est de traiter efficacement les cas simples et ainsi d'éviter de mettre en place un processus complexe et long pour des cas qui ne le justifient pas. Plusieurs conflits apparents pourront ainsi se dénouer par une intervention du directeur des études. Toutes les personnes impliquées dans le processus de vérification préliminaire, à quelque titre que ce soit, sont tenues de respecter la confidentialité des renseignements auxquels elles ont accès dans ce cadre.

### **7.02 Démarche approfondie**

S'il est reconnu par le directeur des études qu'il faut procéder à une démarche approfondie, celui-ci met sur pied et préside un comité d'enquête chargé de poursuivre le processus jusqu'à son terme. En règle générale, ce comité est composé de quatre personnes : deux d'entre elles appartiennent au personnel cadre du Cégep et deux proviennent de l'extérieur et sont choisies pour leur compétence et leur pertinence à l'égard du cas en question; le comité devra obligatoirement interroger le plaignant et l'intimé afin de leur permettre de commenter les allégations et tous les renseignements et documents jugés pertinents devront leur être fournis par la Direction des études. Toute documentation fournie au comité d'enquête devra être consignée dans un registre, conservé par la Direction des études jusqu'à la fin de la période d'appel.

### **7.03 Décision et rapport**

En deçà d'un délai normal de soixante (60) jours, le comité dépose un rapport. Il peut soit conclure que la plainte n'est pas fondée et les procédures se terminent alors, soit conclure qu'il y a eu manquement aux principes d'intégrité et recommander des actions à prendre. Dans ce dernier cas, le directeur des études demande à la Direction générale de prendre les mesures appropriées, dans le respect des règlements institutionnels existants et des conventions collectives de travail. Le comité d'enquête a le pouvoir de trancher le cas d'inconduite et le Cégep doit se soumettre à la décision.

Dans le respect de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le directeur des études fera parvenir aux organismes pourvoyeurs de fonds, lorsque les circonstances le justifient, toute information relative à des inconduites scientifiques concernant les chercheurs que ceux-ci subventionnent, et ce, au plus tard trente (30) jours suivant la fin de l'enquête.

### **7.04 Procédure d'appel**

En cas de décision d'inconduite, le chercheur en cause pourra faire appel auprès du directeur générale, par écrit, au plus tard trente (30) jours après avoir reçu la décision du Cégep. Après avoir pris connaissance du dossier, le directeur général pourra rendre une décision ou entreprendre une démarche approfondie, telle que décrite au point 7.02. Le comité d'appel sera alors formé, en plus du directeur général, de deux directeurs, dont le secrétaire général du Cégep.

### **7.05 Protection de la réputation**

Compte tenu des dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), toute information concernant le déroulement ou les conclusions des vérifications préliminaires et des enquêtes sur des allégations d'inconduite ne pourra être rendue publique que lorsque la loi l'autorisera ou que la personne concernée y consentira. Les dossiers constitués dans le cadre de la vérification préliminaire sont conservés pendant trois (3) ans.

S'il s'avère que l'allégation d'inconduite n'est pas fondée, la Direction des études devra s'assurer de protéger ou de rétablir la réputation ou la crédibilité des personnes accusées à tort au cours de la recherche. Tout exemplaire de document et de dossiers connexes transmis à des tierces parties devra être détruit.

De même, la Direction des études devra s'assurer de prendre toutes les mesures pour protéger la ou les personnes réputées avoir porté une accusation juste.

### **7.06 Réclamation et procédures judiciaires**

Si une réclamation ou des procédures judiciaires étaient intentées par une personne ayant fait l'objet d'une divulgation de manquement à l'intégrité à l'encontre de la personne ayant pris l'initiative de cette divulgation, le Cégep assurera à cette dernière une protection financière et juridique appropriée, à la condition que la divulgation ait été faite de bonne foi.

## **Article 8 RÉVISION DE LA POLITIQUE**

La Direction des études dresse le bilan de l'application de la présente politique à l'occasion de son rapport annuel. Cette politique sera évaluée à tous les cinq ans.

## **Article 9 DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**9.01** Le préambule fait partie de la présente politique.

**9.02** La présente politique a été adoptée par le Conseil d'administration le 13 décembre 2006 et entre en vigueur le jour de son adoption.

**9.03** La présente politique abroge tout autre document ou texte adopté antérieurement.